

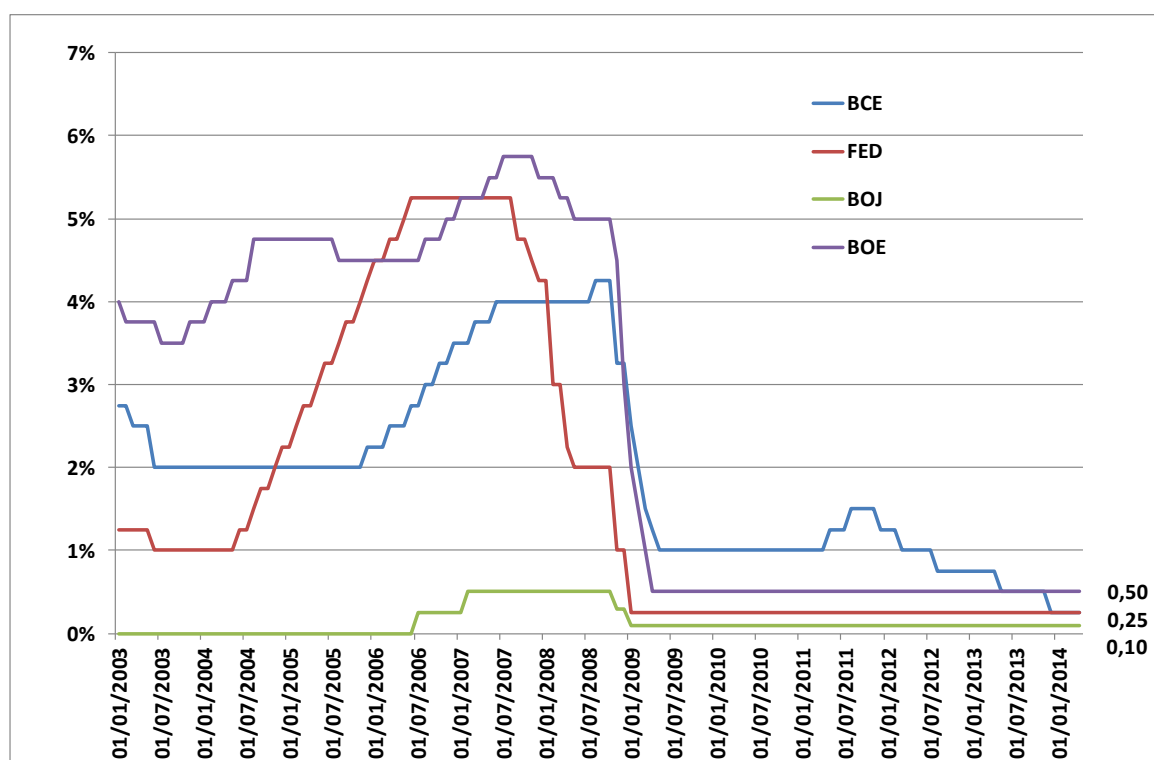
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE laisse ses taux inchangés

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 avril 2014, a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, déclarait, lors de sa conférence de presse : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. Les informations disponibles confirment que la reprise modérée de l'économie de la zone euro se poursuit conformément à notre évaluation précédente. Dans le même temps, les informations récentes continuent de conforter notre anticipation d'une période prolongée de faible inflation, suivie d'une remontée graduelle des taux d'inflation mesurée par l'IPCH. Les signaux provenant de l'analyse monétaire confirment le diagnostic de tensions sous-jacentes modérées à moyen terme sur les prix dans la zone euro. Les anticipations d'inflation pour la zone euro à moyen et long terme restent solidement ancrées à un niveau compatible avec notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %. À plus long terme, nous suivrons très attentivement les évolutions et considérerons tous les instruments à notre disposition. Nous sommes fermement déterminés à conserver l'orientation largement accommodante de la politique monétaire et à agir rapidement si nécessaire. En conséquence, nous n'excluons pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire et nous réitérons fermement que nous continuons de prévoir le maintien des taux d'intérêt directeurs de la BCE à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée(...). Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat afin de faire face efficacement aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse marquée des demandeurs d'emploi de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 347 700 en France métropolitaine fin février 2014. Ce nombre est en hausse par rapport à la fin janvier 2014 (+0,9 %, soit +31 500) et sur un an, il croît de 4,7 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE18

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,9 % en février 2014, stable depuis octobre 2013. Il se situait à 12,0 % en février 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,6 % en février 2014, en baisse par rapport au taux de 10,7 % de janvier 2014. Il se situait à 10,9 % en février 2013. Eurostat estime qu'en février 2014, 25,920 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,965 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 65 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à février 2013, le chômage a baissé de 619 000 personnes dans l'UE28 et de 166 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,1 %) ainsi qu'au Luxembourg (6,1 %), et les plus élevés en Grèce (27,5 % en décembre 2013) et en Espagne (25,6 %).

Inflation

Baisse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,5 % en mars 2014, en baisse par rapport au mois de février où il était de 0,7 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, le secteur des services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,1 % contre 1,3 % en février), suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (1,0 % contre 1,5 % en février), des biens industriels hors énergie (0,3 % contre 0,4 % en février) et de l'énergie (-2,1 % contre -2,3 % en février).

France : Hausse des prix à la consommation en février.

En février 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,6 % après une baisse de 0,6 % en janvier 2014. Sur un an, il augmente de 0,9 % après +0,7 % en janvier 2014. Hors tabac, l'IPC augmente de 0,5 % en février 2014 et de 0,8 % sur un an. Corrigé des variations saisonnières, l'IPC croît de 0,2 % en février 2014.

Banque de France

Publication d'une étude sur le surendettement des ménages

La Banque de France a publié en mars une étude intitulée « Le Surendettement des ménages » dans laquelle elle étudie le profil des ménages surendettés et l'origine de leurs dettes. Les deux tiers sont des personnes vivant seules avec ou sans enfants. 48 % n'exercent pas de profession (chômage, invalidité...). Les surendettés exerçant un emploi sont à 60 % des employés et des ouvriers. Dans la moitié des dossiers, l'étude observe une incapacité à rembourser le moindre euro.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/ER2012_web_complet.pdf

Asie

Chine : Recul du commerce extérieur et mise en place d'un nouveau plan de relance

Selon les chiffres publiés le 10 avril par les douanes chinoises l'excédent commercial était de 7,7 milliards de dollars en mars 2014. Par rapport à la même période de l'année dernière, les exportations ont baissé de 6,6 % quand les importations reculaient de 11,3 %. Il faut noter que les chiffres de 2013 avaient été artificiellement gonflés, ce qui accentue aujourd'hui l'effet négatif. Mais malgré cela, ces chiffres restent très en deçà des prévisions de plusieurs analystes. Au début du mois d'avril, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un plan de relance, comportant des mesures ciblées, notamment en faveur des petites entreprises, et du développement des infrastructures ferroviaires. Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (23 à 35 milliards d'euros) va être créé pour soutenir ces projets.

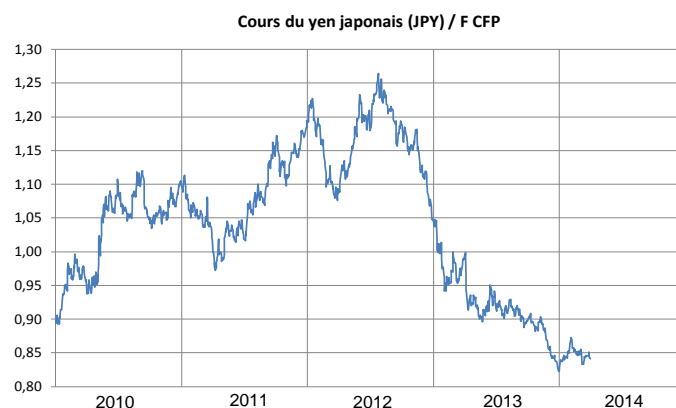
Le Japon : Rachats d'actifs de la banque centrale

D'après une enquête de Bloomberg, les économistes anticipent un doublement des rachats d'ETF (Exchange-Traded Fund) d'ici le mois de juillet à 2 000 milliards de yens. Cependant, deux conseillers de Shinzo Abe envisagent une augmentation du programme de rachats d'actifs dès le mois de mai.

2 – Actualité régionale

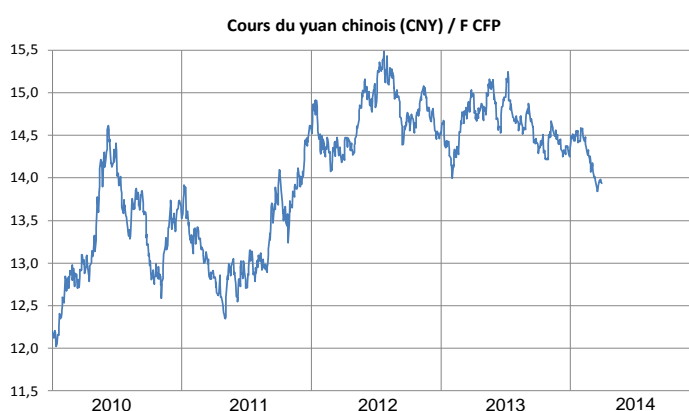
Le Japon : rachats d'actifs de la banque centrale

D'après une enquête de Bloomberg, les économistes anticipent un doublement des rachats d'ETF (Exchange-Traded Fund) d'ici le mois de juillet à 2 000 milliards de yens. Cependant, deux conseillers de Shinzo Abe envisagent une augmentation du programme de rachats d'actifs dès le mois de mai.



Chine : recul du commerce extérieur et mise en place d'un nouveau plan de relance

Selon les chiffres publiés le 10 avril par les douanes chinoises l'excédent commercial était de 7,7 milliards de dollars en mars 2014. Par rapport à la même période de l'année dernière, les exportations ont baissé de 6,6 % quand les importations reculaient de 11,3 %. Il faut noter que les chiffres de 2013 avaient été artificiellement gonflés, ce qui accentue aujourd'hui l'effet négatif. Mais malgré cela, ces chiffres restent très en deçà des prévisions de plusieurs analystes. Au début du mois d'avril, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un plan de relance, comportant des mesures ciblées, notamment en faveur des petites entreprises, et du développement des infrastructures ferroviaires.



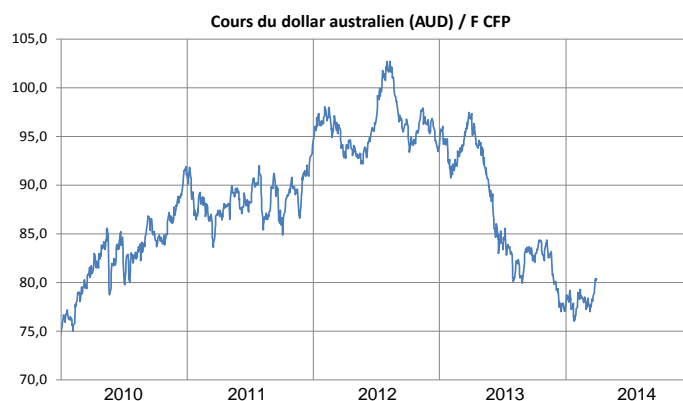
Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (23 à 35 milliards d'euros) va être créé pour soutenir ces projets.

Australie : stabilisation du chômage

Après avoir augmenté de 0,4 point sur l'année 2013, le taux de chômage atteint 6,0 % en février, un niveau identique à celui du mois de janvier.

Cette évolution est due à la hausse du nombre d'emplois salariés en février (+47 000 personnes) qui contraste avec l'atonie des mois précédents.

Lors de sa réunion du 1^{er} avril 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

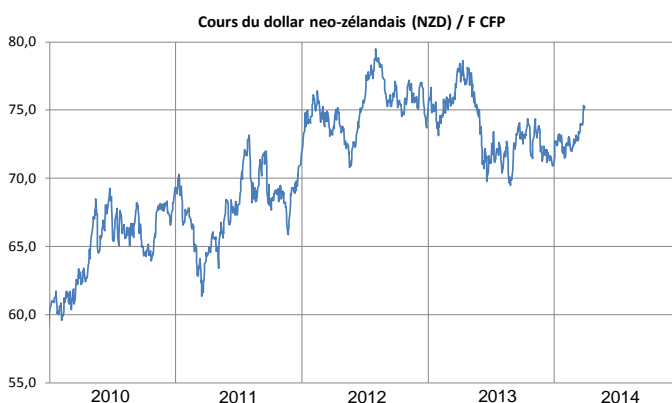


Nouvelle-Zélande : ralentissement de la croissance trimestrielle

Le produit intérieur brut néo-zélandais a progressé de 0,9 % au quatrième trimestre 2013 (après +1,2 % le trimestre précédent).

La forte croissance dans le secteur manufacturier n'a pas suffi à compenser la baisse d'activité dans les services aux entreprises et la chute de la production des produits laitiers et de l'élevage.

Le 13 mars 2014, la banque centrale de la Nouvelle-Zélande a augmenté son principal taux directeur de 0,25 point à 2,75 %



3 – Brèves économiques locales

Nouvelle gamme de billets : la nouvelle gamme représente plus des trois quarts de la circulation fiduciaire

Au 4 avril, la nouvelle gamme de billets représentait 76 % de la circulation fiduciaire en nombre et 71 % en valeur. Près de 4,2 millions de billets de la nouvelle gamme ont ainsi été émis. Presque symétriquement, la circulation en volume des coupures de l'ancienne gamme diminue, semaine après semaine. Le nombre de billets de l'ancienne gamme, retirés de la circulation atteint depuis le 20 janvier, 4,1 millions de billets, soit un taux de retour global de 75,5 % en volume. La circulation fiduciaire globale (ancienne et nouvelle gamme) atteint 5,5 millions de billets, soit une valeur de 21,2 milliards de F CFP.

Surendettement : indicateurs 2013

Une séance plénière de la commission de surendettement de la Nouvelle-Calédonie a été consacrée le 26 mars 2014 à la présentation du rapport d'activité de l'année 2013. Depuis le démarrage du dispositif en avril 2007, 505 dossiers ont été déposés, soit une moyenne de 6 dossiers par mois. L'exercice 2013 a été marqué par une reprise du nombre de dépôts de dossiers de déclaration de surendettement qui s'établit à 83 dossiers, soit +22,1 % par rapport à 2012 (68 dossiers ; contre 82 en 2011). Dans les causes, le surendettement passif (perte d'emploi, décès du conjoint, divorce...) domine à 73 % comme dans les autres géographies (métropole et DOM). Malgré cette progression, le nombre de dossiers de surendettement par habitant demeure faible en comparaison de l'hexagone ou des DOM.

La commission de surendettement relève une augmentation du nombre de dossiers ayant abouti favorablement. Ainsi, 46 plans amiables ont été signés en 2013 (après 41 en 2012), soit un taux de succès proche de 60 % (deux fois supérieur au taux national). Ces résultats encourageants traduisent surtout la volonté de la place, et particulièrement des créanciers, de trouver des solutions amiables aux situations des surendettés. La commission a poursuivi en 2013 ses actions de place afin de permettre un meilleur accompagnement des ménages surendettés. Ainsi une charte, à l'instar de celle signée avec les quatre banques locales, a été formalisée avec les services financiers de l'OPT (4 mars 2014). Par ailleurs la signature d'une convention de partenariat avec le CCAS (Centre Communal d'Action Sociale) de la commune de Bourail a été finalisée (24 mars 2014) après celles signées auparavant avec trois CCAS du territoire (Dumbéa, Nouméa et Mont-Dore) et la Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie.

Un accord sur la valorisation des gisements de nickel de Prony et Pernod

Le 3 avril 2014, la Province Sud a adopté un projet de délibération « portant approbation du protocole général d'accord » relatif aux massifs miniers Prony et Pernod. Les groupes Eramet, VALE Canada et la Province Sud ont ainsi signé le 5 avril, à Nouméa, un protocole général d'accord portant sur l'exploration, puis l'étude et la valorisation des gisements de nickel de Prony et Pernod. Ces gisements sont actuellement en situation de réserves techniques provinciales. L'accord prévoit la création d'une société commune de projet entre les trois partenaires. Cette société engagera les travaux d'exploration géologique et les études techniques nécessaires à l'amélioration des connaissances et à l'exploitation des gisements. Si les résultats des recherches le permettent, les industriels présenteront à la Province un ou plusieurs projets de valorisation industrielle qui devront privilégier les synergies avec les filiales calédoniennes (VALE NC et la SLN) et leurs équipements industriels existants.

La loi sur la concurrence votée à l'unanimité

Le 3 avril 2014, le Congrès de Nouvelle-Calédonie a voté à l'unanimité le projet de loi de pays portant création de l'autorité administrative indépendante de la concurrence. Cette loi devrait rentrer en vigueur dans les prochains mois.

Extension du dispositif de prêt à taux zéro

Le 18 mars, le gouvernement de Nouvelle-Calédonie a voté un avant projet de loi pour permettre à un plus grand nombre de ménages d'accéder au prêt à taux zéro. Ce dispositif permet depuis début 2011 à certaines catégories de ménages dont les revenus sont plafonnés d'obtenir un prêt sans intérêt pour une partie du financement de la construction ou de l'acquisition de leur habitation principale. Si la loi est adoptée, le prêt à taux zéro s'appliquera également aux opérations de location-accession à la propriété pratiquées dans le logement social.

Emploi Formation

Le 3^e Forum Emploi Formation s'est tenu à la Maison des artisans le 4 avril 2014. Près de 6500 visiteurs ont pu échanger avec les entreprises présentes du secteur privé, de la fonction publique et des forces armées. Des espaces ont été accordés aux entretiens, aux ateliers curriculum vitae, aux conférences et au coaching. L'organisme Mission Insertion des Jeunes (MIJ) était présent.

Conférence régionale « Emerging Pacific Leaders' Dialogue »

Du 16 au 18 octobre prochain se déroulera à Nouméa la conférence régionale d'ouverture du dialogue des leaders (« Emerging Pacific Leaders' Dialogue »). Organisées à l'origine dans les pays du Commonwealth, ces conférences ont comme objectif de permettre le dialogue social. La conférence permettra aux candidats sélectionnés à partir de plusieurs nationalités du Pacifique de développer leurs compétences en matière de leadership par rapport aux enjeux de la région Pacifique.

Publications

L'IEOM a publié les études suivantes :

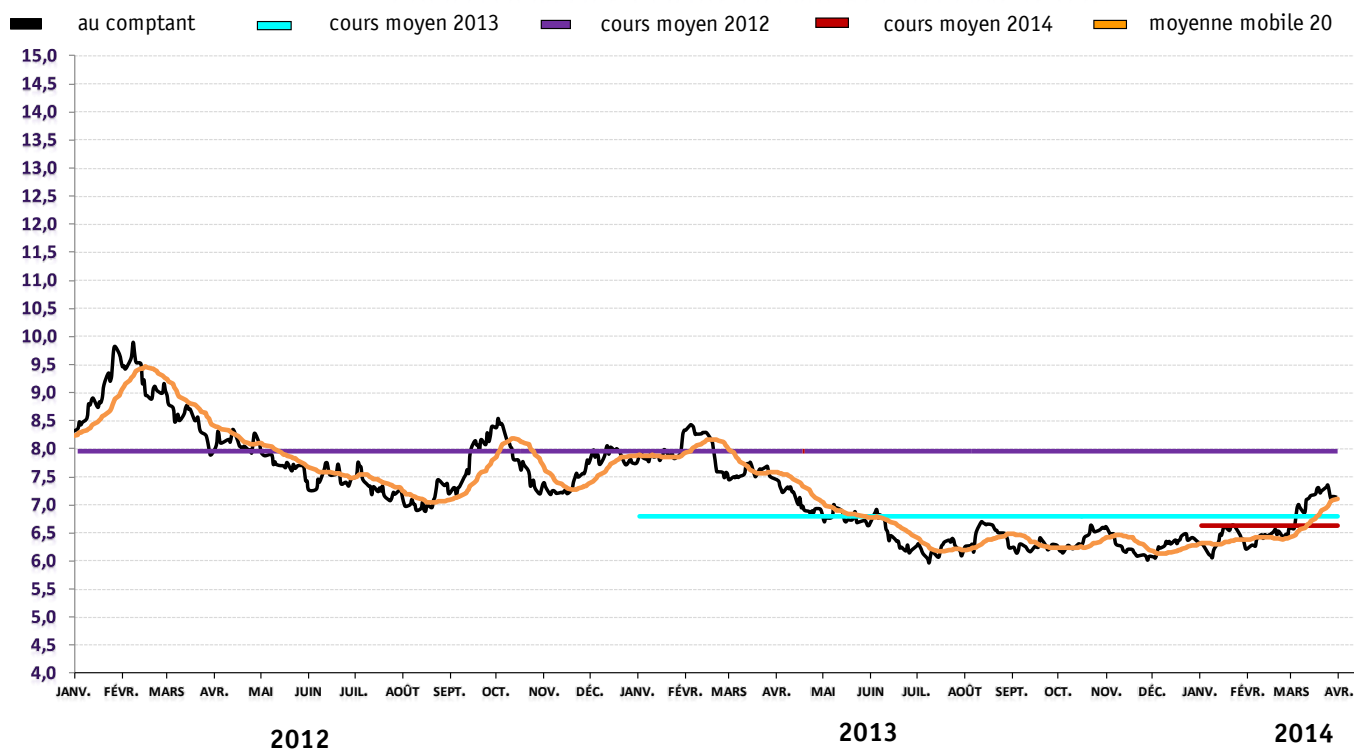
- La note expresse NE n°121 – L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2013 - Le ralentissement se poursuit
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2013

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-14	104,6	-0,2%	0,1%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-14	7 617	7,8%	6,3%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	déc.-13	9 041	33,4%	-25,0%
	cumulées	déc.-13	107 533	-	-12,9%
Importations	mensuelles	déc.-13	28 212	13,3%	32,3%
	cumulées	déc.-13	290 908	-	-3,5%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-14	7,10	10,3%	-6,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-14	613	9,0%	-12,3%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	déc.-13	759	103,9%	28,4%
	cumulées	déc.-13	4 460	-	-2,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	déc.-13	4 991	5,2%	-20,1%
	cumulées	déc.-13	65 126	-	4,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	févr.-14	6 875	-13,0%	-13,5%
	cumulés	févr.-14	14 773	-	-6,6%
• Nuitées	mensuels	janv.-14	50 750	-9,1%	1,3%
	cumulés	janv.-14	50 750	-	1,3%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		janv.-14	54%	- 7,1 pts	+ 0,7 pt
• Croisiéristes (p)		janv.-14	48 422	-	-4,2%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	mars-14	9 650	10,8%	-11,0%
	cumulées	mars-14	25 951	-	-11,8%
• Index BT 21 (p)		févr.-14	101,52	0,0%	0,2%
• IRL (p)		févr.-14	119,93	0,0%	1,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	868	-	6,2%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	déc.-13	ns	ns	ns
	cumulées	déc.-13	1 302	-	13,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	févr.-12	févr.-13	févr.-14	var 13/12	var 14/13
Circulation fiduciaire	14 882	15 971	14 985	7,3%	-6,2%
Dépôts à vue	234 907	248 606	269 656	5,8%	8,5%
Total M1	249 789	264 577	284 641	5,9%	7,6%
M2-M1	100 769	106 734	112 954	5,9%	5,8%
Total M3	529 692	593 872	589 852	12,1%	-0,7%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-11	déc.-12	déc.-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	426 094	456 762	452 929	7,2%	-0,8%
Ménages	390 944	403 923	409 701	3,3%	1,4%
Collectivités locales	56 975	60 060	74 063	5,4%	23,3%
Autres agents de CCB non ventilés	15 438	16 069	15 715	4,1%	-2,2%
Total concours sain	889 450	936 813	952 408	5,3%	1,7%
Créances douteuses brutes	18 138	19 022	29 611	4,9%	55,7%
Total concours brut	907 589	955 835	982 019	5,3%	2,7%

Interdits bancaires

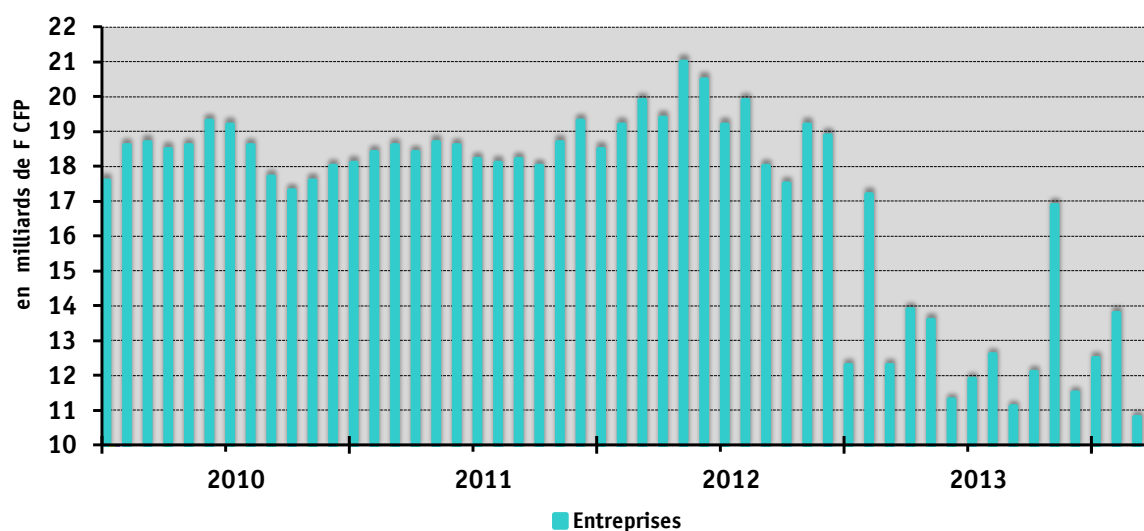
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	déc.-13	7 725	-0,8%	7,7%
	dont personnes physiques	déc.-13	6 852	-0,9%	7,5%
	dont personnes morales	déc.-13	873	0,2%	9,3%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	mars-14	16 138	0,1%	4,2%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	mars-14	4 744	-5,9%	-8,4%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-14	10,8	-22,0%	-12,7%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	mars*	104,53	104,61	0,1%
<u>Entreprises</u>				
nb d'entreprises (a)	déc.	54 577	57 352	5,1%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc.	48 016	50 728	5,6%
créations d'entreprises	déc	5 121	5 069	-1,0%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 508	2 286	-8,9%
liquidations judiciaires (nb)	déc	144	109	-24,3%
redressements judiciaires (nb)	déc	123	71	-42,3%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	déc	799	873	9,3%
ventes de ciment local (tonnes)	mars*	29 359	25 950	-11,6%
importations de ciment (tonnes)	mars*	55	1	n.s
total ciment (tonnes)	mars*	29 414	25 951	-11,8%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 795	31 872	-5,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr*	1 396	2 004	43,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	déc	3 892	3 626	-6,8%
<u>Ménages</u>				
emploi salarié (nb)	déc	87 963	89 656	1,9%
dont secteur privé	déc	63 444	64 401	1,5%
dont secteur public	déc	24 519	25 255	3,0%
demandes d'emploi de fin de mois	févr*	7 164	7 617	6,3%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	févr*	6 787	7 342	8,2%
chômeurs indemnisés	janv*	1 799	2 050	14,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	avr*	899,3	899,3	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	déc	6 374	6 852	7,5%
décisions retraits cartes bancaires	déc	3 269	3 042	-6,9%
incidents paiements sur chèques	déc	35 145	36 097	2,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr*	2 548	2 299	-9,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	35 609	35 377	-0,7%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	17 464	17 045	-2,4%
<u>Echanges</u>				
nombre de touristes	févr*	15 810	14 773	-6,6%
nombre de croisiéristes	janv*	50 570	48 422	-4,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	janv*	52,8%	53,5%	0,7 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	mars*	7,85	6,64	-15,4%
cours du nickel au LME en \$/lb	mars*	7,59	7,10	-6,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 595	4 460	-2,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	21 435	17 751	-17,2%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	62 512	65 126	4,2%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	90 338	75 505	-16,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	817	868	6,2%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 145	1 302	13,7%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	112 918	94 558	-16,3%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	91,4%	87,9%	-3,5 pts
total des importations (M FCFP)	déc	301 352	290 908	-3,5%
total des exportations (M FCFP)	déc	123 483	107 533	-12,9%
taux de couverture	déc	40,98%	36,96%	-4,0 pts
recettes douanières (M FCFP)	déc	50 554	48 961	-3,2%
<u>Indicateurs financiers (M de FCFP)</u>				
Dépôts à vue	févr*	248 606	269 656	8,5%
M1	févr*	264 577	284 641	7,6%
M2	févr*	371 311	397 595	7,1%
Dépôts à termes	févr*	222 520	192 218	-13,6%
M3	févr*	593 872	589 852	-0,7%
P1	févr*	3 792	3 840	1,3%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	955 835	982 019	2,7%
<u>Ménages</u>	déc	403 923	409 701	1,4%
dont crédits à la consommation	déc	73 806	74 536	1,0%
dont crédits à l'habitat	déc	323 730	329 342	1,7%
<u>Entreprises</u>	déc	456 762	452 929	-0,8%
dont crédits d'exploitation	déc	84 621	83 638	-1,2%
dont crédits d'investissement	déc	243 403	235 173	-3,4%
dont crédits à la construction	déc	113 487	117 498	3,5%
<u>Collectivités locales</u>	déc	60 060	74 063	23,3%
dont d'investissement	déc	58 135	71 470	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	16 069	15 715	-2,2%
<u>créances douteuses brutes</u>	déc	19 022	29 611	55,7%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	3,0%	1,0 pt
ensemble des actifs financiers	déc	708 874	715 081	0,9%
Ménages	déc	358 988	376 117	4,8%
Sociétés	déc	247 280	227 682	-7,9%
Autres agents	déc	102 606	111 282	8,5%
<u>dont assurances-vie</u>	déc	103 122	106 818	3,6%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2013/2014

2 – Actualité régionale

L'Australie et la Nouvelle Zélande lèvent leurs sanctions à l'encontre des îles Fidji

Suite au putsch du Contre-amiral Franck Bainimarama en décembre 2006 aux îles Fidji, l'Australie et la Nouvelle Zélande avaient montré leur désaccord en sanctionnant l'archipel, principalement au travers d'interdictions de visas aux personnalités du nouveau régime et leurs proches. Ses sanctions ont été officiellement levées le 29 mars dernier, au lendemain de l'annonce par le gouvernement de la date fixée pour les législatives, à savoir le 17 septembre 2014. Ces élections devraient marquer le retour de l'archipel à la démocratie.

Inondations et séisme aux îles Salomon

Au début du mois d'avril, les îles Salomon ont été rudement frappées par une dépression tropicale ayant engendré les pires inondations connues par l'archipel, suivies d'un séisme de magnitude 6 sur l'échelle de Richter. Alors que le séisme n'a engendré ni dégâts ni blessés, les inondations ont entraîné la mort d'au moins 23 personnes. On relève par ailleurs une quarantaine de disparus. Les dégâts matériels sont importants, les eaux ayant endommagé de nombreuses infrastructures (notamment des axes routiers et le wharf de la capitale) ainsi que des habitations. Près de 50 000 salomonais se sont retrouvés sans-abri. L'Australie et la Nouvelle Zélande ont tous deux annoncé qu'ils apporteraient leur aide à la reconstruction des infrastructures endommagées, qu'elle soit financière ou matérielle, voire sous forme d'expertise, à un niveau qui dépendra de l'étendue des dégâts.

Étude de la Banque mondiale sur la pauvreté dans le Pacifique

La Banque mondiale a publié en mars un rapport traitant de la pauvreté dans la région Pacifique, titré « Détresse et vulnérabilité dans les nations océaniques du Pacifique ». Selon cette étude, 20 % de la population du Pacifique est en situation de précarité, ne pouvant répondre à ses besoins les plus élémentaires (notamment l'achat de nourriture et de médicaments). Le rapport recommande aux gouvernements d'augmenter leur appui aux populations, en amont des réseaux de solidarité traditionnels, lesquels sont très développés dans la région mais insuffisants face aux difficultés engendrées par les catastrophes naturelles, les difficultés économiques ou encore les risques sanitaires. Le rapport complet est accessible sur le site Internet de la Banque mondiale : www.worldbank.org.

3 – Brèves locales

Session extraordinaire du 19 mars 2014

À l'occasion de l'ouverture de la session extraordinaire de l'Assemblée territoriale du 19 mars dernier, le Président de l'Assemblée territoriale, M. Petelo HANISI a, au cours de son allocution, présenté les projets sur lesquels se concentreront les travaux de l'Assemblée territoriale. Parmi ceux-ci :

- la baisse du prix de l'électricité ;
- la gestion du port de commerce de Mata'Utu ;
- l'état d'avancement du projet de téléphonie mobile ;
- l'examen de la demande de pêche des États-Unis dans la zone économique exclusive du Territoire ;
- les projets envisagés pour financement sur le XI^e Fonds européen de développement.

Entrée en vigueur du bouclier qualité-prix 2014

Le 21 mars dernier, un nouvel accord de modération des prix sur une liste de produits de consommation courante a été signé pour l'année 2014, par le Préfet et les principaux acteurs du secteur du commerce du Territoire. Entré en vigueur le 1^{er} avril, cet accord, dit « bouclier qualité-prix 2014 » (BQP 2014), engendre une baisse des prix de 13 produits de grande consommation. Le coût global du panier a été plafonné à 10 600 F CFP. Une commission spécialisée a été mise en place par l'Observatoire des prix, des marges et des revenus (OPMR), afin de suivre les résultats des mesures prises, grâce notamment à un relevé régulier des prix dans les magasins participants.

Une foire de produits locaux à Wallis

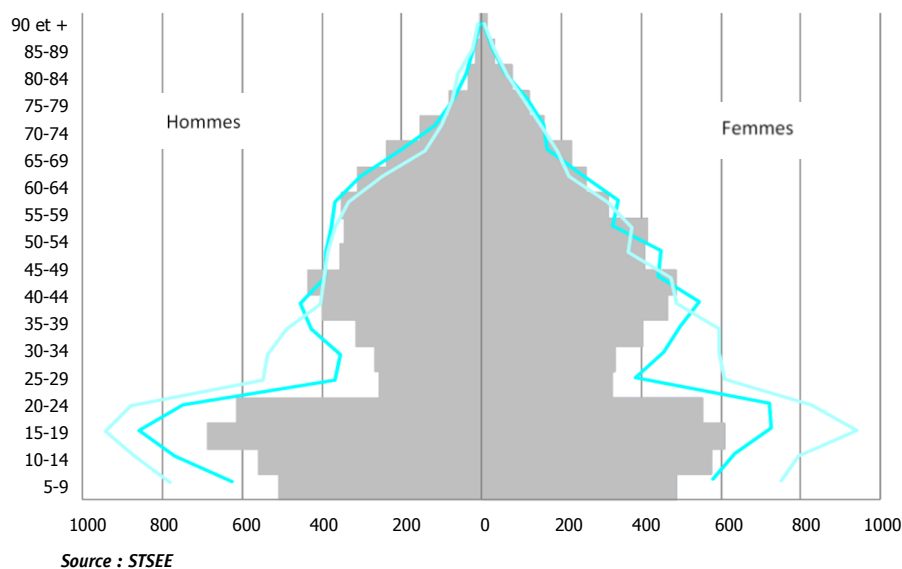
Organisée par la Chambre du commerce, de l'industrie et des métiers de l'agriculture, une foire a été inaugurée au marché de Aka'Aka le samedi 29 mars dernier. Plus d'une quarantaine d'exposants, maraîchers, pêcheurs et artisans proposant des produits locaux, étaient présents pour l'événement. Au travers de cette initiative, la volonté de la CCIMA est de fédérer le secteur privé du Territoire et permettre au marché de Aka'Aka de retrouver un rythme de croisière. Face à l'engouement général, le Président de la CCIMA envisage le renouvellement de cette opération.

Déblocage de la situation pour le projet de quai de Leava

Lundi 31 mars, des élus territoriaux dont le Député, le Sénateur et le Président de l'Assemblée territoriale se sont rendus à Futuna pour examiner la situation concernant le projet de quai à Leava. À la demande de la chefferie de Sigave, une réunion élargie incluant l'agent maritime et le pilote du porte-conteneurs a été organisée. Le projet tel que défini dans le DOCUP signé en octobre 2013 a été validé, avec toutefois quelques aménagements en lien avec la profondeur du quai et la reconstruction d'un ponton à l'endroit du quai actuel en très mauvais état. Cette réunion a permis l'émergence d'un consensus pour la construction du quai de Leava qui interviendra vers l'intérieur de la baie, dans la ligne du projet FED.

Premiers résultats du recensement de la population en 2013

Le 1^{er} avril dernier, le Service territorial de la statistique et des études économiques (STSEE) a présenté à l'Administration supérieure les premiers résultats du recensement général de la population effectué en juillet 2013. En passant de 13 445 habitants en 2008 à 12 197 habitants en 2013, la population de Wallis-et-Futuna a diminué de 9,3 % en cinq ans. Une comparaison détaillée de la pyramide des âges avec celles de 2003 et 2008 met en évidence une forte émigration des jeunes de 20 à 35 ans au sein de la population du Territoire, laquelle est vieillissante. On remarque en effet que la pyramide se rétrécit à sa base au fur et à mesure des recensements, conséquence directe de ce flux d'émigration. Cette évolution résulte, pour les populations jeunes, principalement de la nécessité de quitter le Territoire pour entreprendre les études supérieures et d'une offre d'emplois insuffisante sur le marché du travail local.



Un référé de la Cour des comptes au sujet de Wallis-et-Futuna rendu public

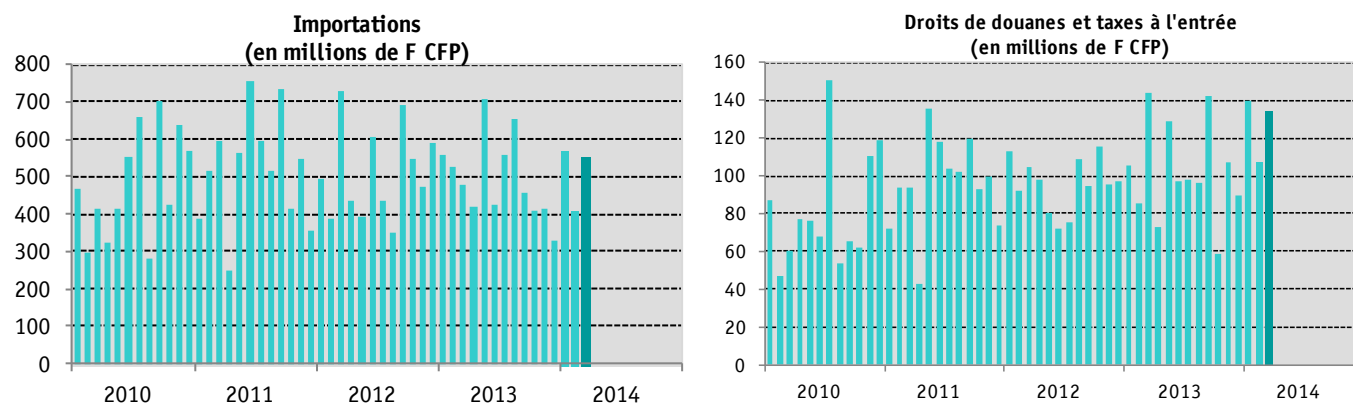
Le coût de l'engagement de l'État à Wallis-et-Futuna a fait l'objet d'un référé de la Cour des comptes auprès du ministre de l'Outre-mer, daté du 20 janvier et rendu public le 27 mars dernier. La juridiction financière, chargée de veiller à ce que les fonds publics soient bien utilisés et à ce que les investissements soient efficaces, souligne des résultats limités, en termes de développement, du soutien financier de l'État au Territoire. La Cour des comptes préconise dans ses conclusions de « sécuriser le cadre juridique de la coutume pour créer les conditions d'un réel développement économique », et de « mener à son terme l'évolution déjà engagée du cadre institutionnel ».

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T 13		116,73	-	1,8%
SMIG mensuel en XPF	mars-14		89 149	-	2,0%
Nombre d'emplois salariés	sept-13		2 158	-	5,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-14	554	35,8%	16,7%
	cumulées	mars-14	1 532	-	-1,5%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-14	134	25,4%	-7,1%
	cumulés	mars-14	381	-	13,6%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	mars-14	143	-	40,1%

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
SECTEURS D'ACTIVITÉ					
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-13	1 667	9,6%	18,6%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	613	5,8%	8,7%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-13	150	7,5%	-13,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	déc-13	3 075	19,9%	0,4%
	cumulé	déc-13	32 816	-	11,3%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	déc-13	1 369	17,0%	2,2%
	cumulé	déc-13	13 017	-	-7,5%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mars-14	4	100,0%	33,3%
	cumulées	mars-14	10	-	-16,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mars-14	17	13,3%	-32,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

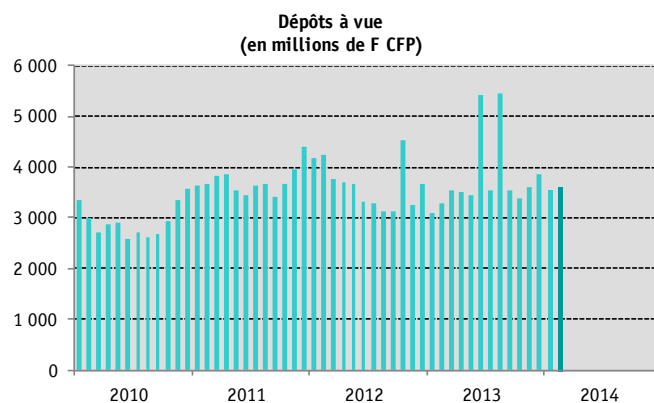
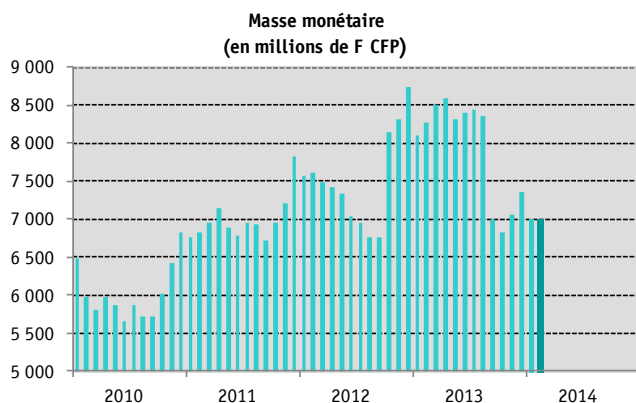


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire en rythme annuel

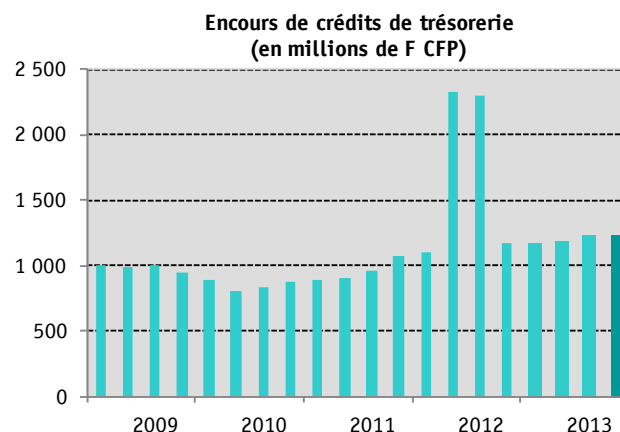
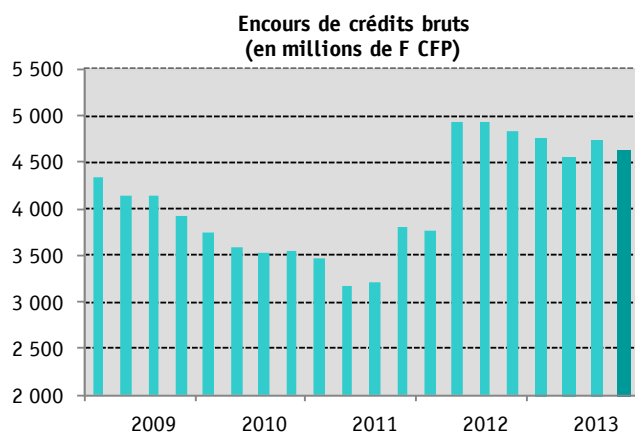
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 115	2 113	2 063	-2,4%	-2,5%
Dépôts à vue	3 270	3 554	3 594	1,1%	9,9%
Total M1	5 385	5 667	5 656	-0,2%	5,0%
M2-M1	543	512	516	0,7%	-5,0%
Total M3	8 261	7 000	6 992	-0,1%	-15,4%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

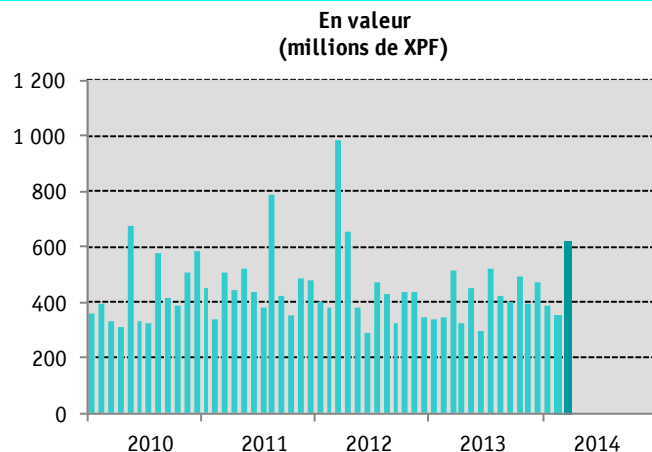
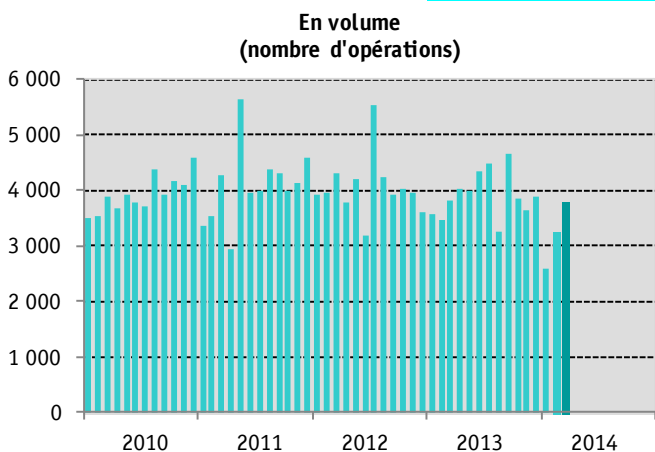
en millions de F CFP	déc-11	déc-12	déc-13	▲/an
Crédits de trésorerie	1 075	1 168	1 228	5,1%
Crédits à l'équipement	1 537	2 366	2 189	-7,5%
Crédits à l'habitat	422	498	398	-20,1%
Autres crédits	221	324	349	7,9%
Total encours sain	3 255	4 356	4 164	-4,4%
Créances douteuses brutes	547	484	469	-3,0%
Total encours brut	3 802	4 839	4 633	-4,3%



Compensation

Hausse en nombre et en valeur des opérations de compensation

	mars-13	févr-14	mars-14	cumul 2014	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 820	3 255	3 759	9 581	15,5%	-1,6%
Compensation (en millions de CFP)	518	351	622	1 359	77,0%	20,0%



Incidents bancaires

Forte progression des incidents de paiement sur chèque

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	44	43	77	120	79,1%	75,0%
Retraits de cartes bancaires	2	1	4	5	300,0%	100,0%

Interdits bancaires

Recul sur l'année du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	389	335	338	0,9%	-13,1%
- dont personnes physiques	378	325	326	0,3%	-13,8%
- dont personnes morales	11	10	12	20,0%	9,1%

Cotation

Nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM en progression

en nombre	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Cotes valides	45	48	48	0,0%	6,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	17	17	0,0%	0,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2013	2014	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	4T	116,73	-	-
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	février	11	12	9,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	284	239	-16,0%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	19	18	-
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	14	10	-28,6%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 052	2 158	5,2%
dont secteur privé	septembre	831	879	5,8%
dont secteur public	septembre	1 221	1 279	4,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	517	528	2,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	février	378	326	-13,8%
décision retrait cartes bancaires (nb)	février	2	4	-
incidents paiements sur chèques (nb)	février	44	77	75,0%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	404	409	1,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	202	220	9,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	85	90	6,5%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	11	7	-36,4%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 555	1 532	-1,5%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	440	529	20,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mars	335	381	13,6%
dont taxes intérieures de consommation	mars	102	143	40,1%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 270	3 594	9,9%
M1	février	5 385	5 656	5,0%
M2	février	5 928	6 172	4,1%
Dépôts à terme	février	2 334	820	-64,8%
M3	février	8 261	6 992	-15,4%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	4 633	-	-
dont crédits à la consommation	décembre	1 530	-	-
dont crédits à l'habitat	décembre	1 530	-	-
Entreprises	décembre	281	-	-
dont crédits d'exploitation	décembre	2 370	-	-
dont crédits d'investissement	décembre	112	-	-
Collectivités locales	décembre	1 985	-	-
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	204	-	-
créances douteuses brutes	décembre	60	-	-
taux de créances douteuses	décembre	469	-	-
	décembre	10,1%	-	-
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	3 252	-	-
dont assurances-vie	décembre	986	-	-
Sociétés	décembre	1 806	-	-
Autres agents	décembre	2 110	-	-

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques régionales

Chine : Recul du commerce extérieur et mise en place d'un nouveau plan de relance

Selon les chiffres publiés le 10 avril par les douanes chinoises l'excédent commercial était de 7,7 milliards de dollars en mars 2014. Par rapport à la même période de l'année dernière, les exportations ont baissé de 6,6 % quand les importations reculaient de 11,3 %. Il faut noter que les chiffres de 2013 avaient été artificiellement gonflés, ce qui accentue aujourd'hui l'effet négatif. Mais malgré cela, ces chiffres restent très en deçà des prévisions de plusieurs analystes. Au début du mois d'avril, le gouvernement avait annoncé la mise en place d'un plan de relance, comportant des mesures ciblées, notamment en faveur des petites entreprises, et du développement des infrastructures ferroviaires. Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (23 à 35 milliards d'euros) va être créé pour soutenir ces projets.

Le Japon : Rachats d'actifs de la banque centrale

D'après une enquête de Bloomberg, les économistes anticipent un doublement des rachats d'ETF (Exchange-Traded Fund) d'ici le mois de juillet à 2 000 milliards de yens. Cependant, deux conseillers de Shinzo Abe envisagent une augmentation du programme de rachats d'actifs dès le mois de mai.

Région Pacifique : 20 % des populations du Pacifique en situation de précarité

Selon l'étude de la Banque mondiale « *Hardships and Vulnerability in the Pacific Island Countries* », 20 % des populations de la région Pacifique sont en situation de précarité, même si la pauvreté extrême demeure rare. Les populations les plus vulnérables sont les personnes à niveau d'éducation faible, les personnes âgées et les foyers de plus de trois enfants. Par ailleurs, les niveaux d'inégalités dans la région sont comparables à ceux de l'Asie de l'Est.

Nouvelle-Zélande : ralentissement de la croissance trimestrielle

Le produit intérieur brut néo-zélandais a progressé de 0,9 % au quatrième trimestre 2013 (après +1,2 % le trimestre précédent). La forte croissance dans le secteur manufacturier n'a pas suffi à compenser la baisse d'activité dans les services aux entreprises et la chute de la production des produits laitiers et de l'élevage.

Australie : diminution du taux de chômage

Après avoir augmenté de 0,4 point sur l'année 2013, le taux de chômage atteint 6,0 % en février, un niveau identique à celui du mois de janvier. Cette évolution est due à la hausse du nombre d'emplois salariés en février (+47 000 personnes) qui contraste avec l'atonie des mois précédents. Lors de sa réunion du 1^{er} avril 2014, la banque centrale australienne (RBA) a laissé inchangé son taux directeur à 2,5 %.

3 – Brèves économiques locales

Standard and Poor's achève ses travaux de révision de la notation de la Polynésie française

Après le changement de perspective, de stable à positive, de la notation BB+ de la Polynésie française, trois auditeurs de Standard & Poor's se sont rendus sur place afin de rencontrer les acteurs économiques locaux. Mandatés par le Pays, ils ont achevé fin mars leurs travaux de révision générale de la notation polynésienne. La mise à jour est prévue pour mai 2014.

Industrie : protection en Polynésie des titres de propriété industrielle déposés auprès de l'Inpi

Les titres de propriété déposés auprès de l'Inpi (Institut national de la propriété industrielle) peuvent, depuis le 1^{er} avril, être protégés en Polynésie française dans les mêmes conditions qu'en France métropolitaine. Pour la reconnaissance des titres, les demandeurs devront s'acquitter d'une redevance dont le montant s'élève à 2 680 F CFP pour une marque, générant ainsi, en 2014, une recette estimée à 250 millions de F CFP pour la Polynésie.

Transport : augmentation des taxes aéroportuaires

Depuis le 1^{er} avril, les taxes aéroportuaires ont augmenté dans 22 des 47 aérodromes de Polynésie. Cette taxe, qui couvre le coût du service de sécurité incendie et sauvetage s'élève désormais à 1581 F CFP, soit une augmentation de 10,4 % en un an, qui se répercutera sur le prix des billets d'avion. Au total, entre 2011 et 2014, elle aura quasiment quadruplé (477 F CFP en 2011).

Tourisme : TravelMart 2014 dédié à la Nouvelle-Zélande et l'Australie

Du 19 au 22 mars, 16 tours opérateurs néo-zélandais et australiens se sont rendus en Polynésie pour rencontrer des partenaires touristiques locaux. En 2013, la Polynésie a accueilli 6 477 touristes néo-zélandais et 9 167 touristes australiens. Tahiti était également présente au salon professionnel mondial de la croisière à Miami, du 11 au 13 mars, afin de promouvoir l'archipel comme lieu d'escale auprès des compagnies de croisière.

Par ailleurs, selon une enquête du site *Hotels.com* réalisée à l'occasion du salon mondial du tourisme, la Polynésie est, pour 6 % des français, la destination idéale de leurs prochaines vacances d'été.

Perliculture : succès de la 9e vente internationale

Du 23 au 25 mars, le GIE Poe o Rikitea a proposé à la vente plus de 280 000 perles. 93 % de ces perles se sont vendues, à 669 F CFP le gramme en moyenne. Le chiffre d'affaires des enchères a atteint 330 millions de F CFP.

Fiscalité : simplification du régime fiscal pour les très petites entreprises

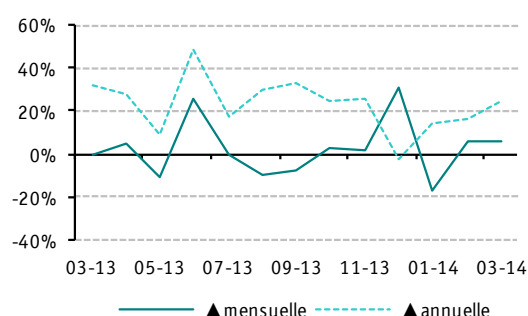
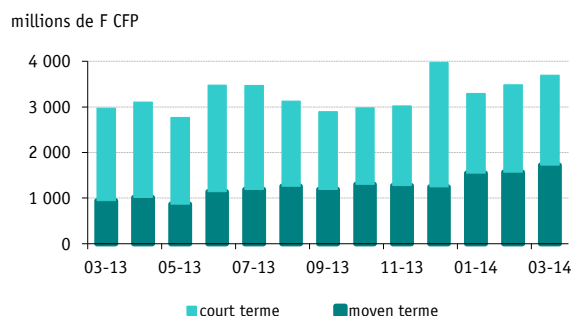
Depuis le 1^{er} avril, deux impôts forfaitaires ont été mis en place : l'un de 25 000 F CFP pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 2 millions de F CFP et l'autre de 45 000 F CFP pour celles ayant un chiffre d'affaires compris entre 2 et 5 millions. Par ailleurs, les nouvelles entreprises entrant dans ce cadre seront exonérées de l'impôt forfaitaire pour l'année civile de leur création ainsi que pour les deux années suivantes.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Progression du refinancement en mars

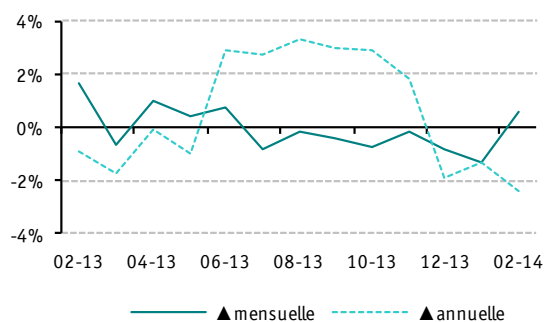
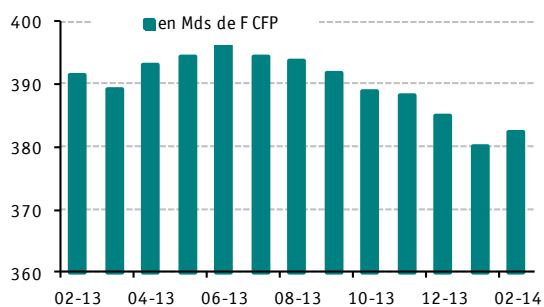
en millions de F CFP	mars-13	févr-14	mars-14	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 034	1 919	1 976	2,9%	-2,9%
Utilisations à moyen terme	943	1 572	1 723	9,6%	82,7%
Refinancement total	2 977	3 491	3 699	5,9%	24,2%



Masse monétaire

Repli de la circulation fiduciaire sur le mois

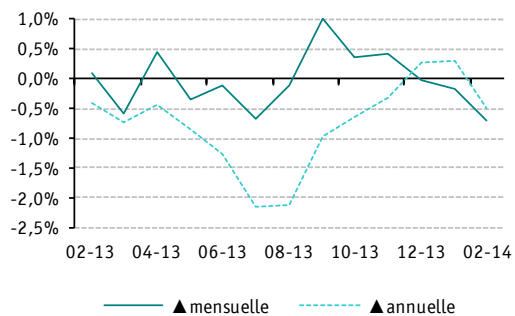
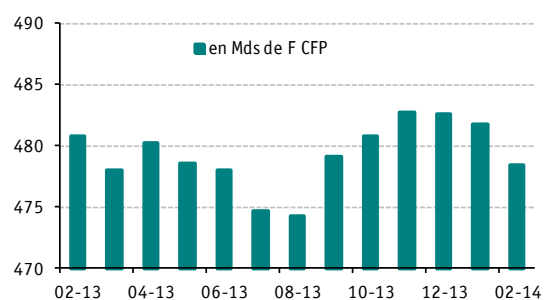
en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 729	14 227	13 813	-2,9%	-6,2%
Dépôts à vue	155 545	147 087	149 185	1,4%	-4,1%
Comptes sur livrets	98 900	100 213	100 103	-0,1%	1,2%
Comptes d'épargne logement	372	406	405	-0,1%	9,0%
Dépôts à terme	119 926	116 503	117 052	0,5%	-2,4%
Autres	2 047	1 703	1 690	-0,8%	-17,5%
Total M3	391 520	380 139	382 248	0,6%	-2,4%



Concours des banques locales à l'économie

Baisse des crédits de trésorerie

en millions de F CFP	févr-13	janv-14	févr-14	▲ /mois	▲ /an
Crédits de trésorerie	123 294	120 029	118 503	-1,3%	-3,9%
Crédits d'équipement	67 583	72 909	72 997	0,1%	8,0%
Crédits à l'habitat	164 172	165 548	165 477	0,0%	0,8%
Autres crédits	65 998	61 802	59 963	-3,0%	-9,1%
Créances douteuses brutes	59 740	61 509	61 437	-0,1%	2,8%
Total Concours de Caractère Bancaire	480 786	481 797	478 377	-0,7%	-0,5%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	févr-14	107,6	108,3	108,1	-0,2%	0,4%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	janv-14	114,6	113,3	114,1	0,7%	-0,5%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	févr-14	1 038	738	971	31,6%	-6,5%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	févr-14	12 053	13 394	9 977	-25,5%	-17,2%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	févr-14	2 410	1 909	1 581	-17,2%	-34,4%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	févr-14	50	81	79	-2,8%	56,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars-14	91	87	122	40,2%	34,1%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	févr-14	473	472	474	0,4%	0,2%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	févr-14	1 685	1 886	1 594	-15,5%	-5,4%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	févr-14	3 049	2 871	2 609	-9,1%	-14,4%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars-14	152	147	265	80,3%	74,3%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	févr-14	3 033	2 782	2 795	0,5%	-7,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	févr-14	598	374	790	111,4%	32,1%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	févr-14	72	61	39	-35,9%	-46,1%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	févr-14	39	62	25	ns	-34,5%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	févr-14	174	171	170	-1,0%	-2,7%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	févr-14	16	7	18	ns	17,8%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	janv-14	41	46	35	-23,5%	-13,3%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	févr-14	20	11	30	ns	51,1%	
Tourisme							
Nombre de touristes	févr-14	11 177	12 422	12 410	-0,1%	11,0%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	déc-13	57,6%	66,5%	51,0%	-15,5 pts	-6,6 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	févr-14	57 414	56 897	57 627	1,3%	0,4%
	<i>Comptes sur livret</i>	févr-14	93 348	94 309	94 053	-0,3%	0,8%
	<i>Dépôts à terme</i>	févr-14	64 500	67 790	67 863	0,1%	5,2%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	févr-14	76 584	74 041	74 280	0,3%	-3,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	févr-14	44 239	41 369	41 858	1,2%	-5,4%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	févr-14	77 140	76 044	75 152	-1,2%	-2,6%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	févr-14	143 483	146 442	146 484	0,0%	2,1%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	févr-14	41 677	37 442	36 835	-1,6%	-11,6%
	<i>Crédits d'équipement</i>	févr-14	58 360	64 271	64 387	0,2%	10,3%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	14/04/2014	0,25%	3,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	14/04/2014	0,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/04/2014	0,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1
EONIA	0,6880%	0,2590%	+ 0,429 pt
EURIBOR 1 mois	0,2370%	0,2180%	+ 0,019 pt
EURIBOR 3 mois	0,3130%	0,3130%	+ 0,000 pt
EURIBOR 6 mois	0,4180%	0,3840%	+ 0,034 pt
EURIBOR 12 mois	0,5900%	0,5490%	+ 0,041 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/03/2014	28/02/2014	Var. M-1
TEMPE	0,1907%	0,1601%	+ 0,031 pt
EURIBOR 1 mois	0,2310%	0,2250%	+ 0,006 pt
EURIBOR 3 mois	0,3040%	0,2890%	+ 0,015 pt
EURIBOR 6 mois	0,4060%	0,3870%	+ 0,019 pt
EURIBOR 12 mois	0,5760%	0,5500%	+ 0,026 pt
TMO	2,3500%	2,4200%	- 0,070 pt
TME	2,1500%	2,2200%	- 0,070 pt
TRBOSP	2,2800%	2,3100%	- 0,030 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2014	0,04%	06/02/2014
année 2013	0,04%	01/03/2013

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques
 (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
 (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
 (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014	31/03/2014	28/02/2014	31/01/2014
taux JJ		0,130%	0,110%	0,130%	0,053%	0,066%	0,069%	0,440%	0,450%	0,450%
3 mois		0,240%	0,200%	0,250%	0,135%	0,140%	0,144%	0,520%	0,520%	0,530%
10 ans emprunts phares		2,750%	2,690%	2,650%	0,650%	0,590%	0,620%	2,760%	2,740%	2,710%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2014)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,91%
Prêts à taux fixe	5,19%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,92%
Prêts à taux variable	4,64%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,79%
Prêts-relais	5,39%	Découverts en compte (1)	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,31%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,27%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,09%	Découverts en compte (1)	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,21%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	86,5475	1 NZD/XPF	74,8068	1 HKD/XPF	11,1553	1 GBP/XPF	144,0857	
100 JPY/XPF	83,7886	1 AUD/XPF	79,8686	1 SGD/XPF	68,7157	100 VUV/XPF	91,3162	1 FJD/XPF	46,1846